

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Paraguay-Pourquoi-Lugo-est-il-tombe>

Paraguay : Pourquoi Lugo est-il tombé ?

- Les Cousins - Paraguay -

Date de mise en ligne : vendredi 27 juillet 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La destitution de Lugo [le 22 juin 2012] a déclenché une importante crise institutionnelle au Paraguay et a provoqué la condamnation de tous les pays du Mercosur. Les raisons en sont multiples : des raisons structurelles, les aspirations d'opposants marginalisés et le contexte préélectoral [voir sur ce site un premier article de Pablo Stefanoni mis en ligne le 5 juillet 2012 : « [Montée, chemin de croix et chute de Fernando Lugo](#) »].

« Je crois que Franco [l'ex-vice-président qui a prêté serment le 23 juin] sera beaucoup plus ferme en ce qui concerne le respect de la propriété privée. » « Avec Lugo les carperos [paysans sans terre occupant des propriétés] étaient entrés au Palais. » Ces deux phrases prononcées peu après la destitution du président paraguayen et l'accession à la présidence de l'ex-vice-président Federico Franco, ont été prononcées respectivement par le président de l'Association des entrepreneurs chrétiens, Luis Fretes [1], et par Aurio Fighetto [2], le porte-parole des « brasiguayos » [les propriétaires brésiliens établis au Paraguay]. Par leur crudité elles permettent de saisir les sensibilités et les susceptibilités qui étaient derrière le coup parlementaire du 22 juin passé.

Ces jours-ci la consigne des grands producteurs de soja est de recouvrer la tranquillité qui a été altérée par la « Ligue des carperos ». Ils prétendent que ces carperos constituaient « une véritable armée » protégée par la gestion de Lugo depuis le Palacio de los Lopez [palais du gouvernement]. La chaîne ABC Color n'est pas en reste : les gros titres de son édition du 6 juillet claironnent : « Fermeté contre les envahisseurs ».

Une île entourée de terre...

La question agraire est essentielle au Paraguay où 2% des propriétaires accaparent 80% des terres cultivables, en grande partie consacrées à la production de soja et à l'élevage. Lugo est arrivé au gouvernement en 2008 après avoir supplanté le parti Colorado qui avait été au pouvoir pendant 61 ans, y compris les 35 ans de la dictature d'Alfredo Stroessner [1954-1989]. En comptant avec un appui inédit des organisations paysannes, Lugo a inscrit la réforme agraire dans le programme de l'Alliance populaire pour le changement. Mais pour arriver au Palais présidentiel, il a dû s'allier au Parti libéral radical authentique (PLRA), qui s'est beaucoup éloigné des positions progressistes qui l'animaient en 1978 lorsqu'il avait été fondé dans la clandestinité par Domingo Laino afin de combattre la dictature de Stroessner.

Sans fraction parlementaire propre, dépourvu d'audace et n'ayant peut-être pas les forces suffisantes pour convoquer une Assemblée constituante, Lugo est resté l'otage d'un parlement et d'une justice émanant de l'ancien régime. En outre, le PLRA s'est divisé. Un secteur - dont faisait partie le vice-président Federico Franco - a passé à l'opposition ouverte. Il faut encore ajouter à ce scénario le cancer qui a frappé le président, les dénonciations récurrentes sur les paternités non reconnues de l'ex-évêque, un anticommunisme profondément enraciné dans la culture politique locale [3] et la faiblesse des mouvements populaires paraguayens en comparaison avec des pays comme la Bolivie, le Venezuela ou l'Équateur. Malgré le fait qu'il n'y a pas eu de progression en matière de réforme agraire, un rapport de la Commission Vérité et Justice et de l'Institut national de développement rural et de la terre a été rédigé concernant les terres mal acquises. Leur surface est estimée à quelque 8 millions d'hectares.

La configuration du conflit agraire s'est encore compliquée avec l'apparition de l'énigmatique *Ejercito del Pueblo Paraguayo* - EPP (Armée du Peuple paraguayen). Avec une poignée de membres, l'EPP a, entre autres, détruit le parc de machines agricoles d'un centre de production de soja et séquestré les propriétaires terriens Luis Alberto Linstron et Fidel Zavala, en 2009. Ce dernier a été obligé de distribuer de la viande aux pauvres en tant que « cadeau de l'EPP », avant d'être libéré après le paiement de sa rançon, cela suite à trois mois d'enfermement. « C'est un mouvement mystérieux, ils ressemblent à des fantômes », note depuis Asunción le journaliste Hugo Ruiz Olazar, correspondant de plusieurs médias, dont le quotidien argentin Clarín.

Plus récemment, l'EPP aurait revendiqué - par un communiqué collé sur une borne d'un domaine - l'incendie de trois bulldozers et l'exécution d'un conducteur brésilien de bulldozer pendant la nuit du 28 juin, dans la localité d'Azotey [4]. Le texte du communiqué affirme : « A de nombreuses reprises nous avons averti les conducteurs de bulldozers qui seraient surpris en train d'abattre les arbres des forêts qu'ils seraient condamnés à la peine maximum (la mort) pour ce fait criminel. » Le texte dénonce : « Les vaches des oligarques ont plus de valeur qu'un paysan paraguayen ; les riches de ce pays et leur gouvernement du moment sont habitués à faire couler des rivières de sang pour défendre leurs intérêts mesquins. » Cette dénonciation fait référence à la tuerie de Curuguay du 15 juin, où 11 paysans occupant des terres et 6 policiers ont été tués. Ce massacre a été l'argument principal utilisé par le Congrès paraguayen pour destituer Lugo sans respecter les délais de la défense dans ce jugement politique [c'est-à-dire la possibilité d'une destitution prononcée par le parlement].

Il semble que des ex-membres du groupe Patria Libre soient parmi les fondateurs de l'obscur EPP. Et le fait qu'ils aient appartenu à ce groupe d'ex-élèves du séminaire de Fernando Lugo - ex-évêque de San Pedro, une zone de mouvements paysans combatifs au centre du pays - a favorisé toutes sortes de spéculations. Y compris certaines qui suggéraient que le président lui-même était une sorte de leader des activités du groupe. « Nous sommes des communistes, de principes marxiste-léninistes. Nous revendiquons les idées, le projet de gouvernement du docteur Francia, du maréchal Lopez, qui sont des héros nationaux », a déclaré, lors d'une interview en 2008, Carmen Alba, arrêtée en 2003 et accusée d'avoir participé à l'enlèvement de Maria Edith Bordon, épouse d'un riche entrepreneur. Le ministère public et les médias évoquent de leur côté des liens avec les FARC colombiennes [5].

Tout cela a fait monter la sensation thermique anti-Lugo au sein des classes dominantes paraguayennes - historiquement liées à divers types de négoce illégaux - bien que le gouvernement n'ait pas impulsé de réformes radicales. Le gouvernement de Lugo n'a pas été un gouvernement de gauche, mais, comme l'a noté en 2009 l'ex-ministre du Secrétariat de l'Action sociale, Hugo Richer : « Avec Lugo, la gauche a réussi à occuper un espace plus grand et une influence politique qu'elle n'avait jamais eus dans toute l'histoire paraguayenne. »

« Le gouvernement a commencé à toucher des intérêts puissants, il a posé des conditions au géant minier *Rio Tinto*. Nous cherchons à contrôler et à faire respecter la loi en ce qui concerne les produits agro-toxiques et les semences transgéniques », a déclaré au Monde Diplomatique [édition argentine] le secrétaire général du parti Tekojoja, Anibal Carrillo. Et tout cela dans le cadre de bons résultats macroéconomiques.

Le coup et la politique interne du parti Colorado

Mais pourquoi un coup parlementaire alors qu'on était à moins d'une année des élections présidentielles ?

Comme l'a expliqué avec une certaine ironie le politologue Marcello Lachi : « Ici la politique n'est pas raffinée. » Et la politique interne du parti Colorado l'est encore moins. Pour un parti-Etat comme l'a été le parti Colorado durant six décennies, gagner les élections primaires revenait à gagner le pouvoir. Il faut se rappeler que le 23 mars 1999 le vice-président Luis Maria Argaña avait été assassiné en pleine rue par des tueurs que beaucoup ont associés à l'ex-général Lino Oviedo. C'est-à-dire l'homme qui - selon ce que racontent en privé ses collaborateurs - « a fait trembler » le dictateur Stroessner au cours du coup de 1989, lorsqu'il l'a braqué avec un fusil et a commencé à dégoupiller une grenade pour l'obliger à démissionner. Oviedo a fondé le parti Union Nacional de Ciudadanos Eticos (UNACE), lorsqu'il a coupé ses liens avec les Colorados et il dispose d'un certain poids au Sénat. Il a été condamné pour la tentative de coup d'Etat de 1996 contre le président d'alors, Juan Carlos Wasmosy. Il a été accusé d'organiser des fusillades lors des protestations connues sous le nom de « mars paraguayen », provoquant la mort de sept jeunes. Ce sont ces mobilisations qui ont abouti, en 1999, à la démission du président Raul Cubas [6].

Le nouveau chapitre de la guerre interne du parti Colorado s'est produit en 2007 lorsque la pré-candidate à la présidence Blanca Ovelar - ministre de l'Education, soutenue par le président d'alors, Nicanor Duarte-Frutos - a

gagné les primaires du parti Colorado sur fond d'accusations de fraudes de la part de son rival Luis Alberto Castiglioni. Alors que Duarte Frutos et Ovelar parlaient de « socialisme humaniste » - en adéquation avec le nouveau climat latino-américain - Castiglioni était considéré dans le monde politique comme « le candidat de l'ambassade » [états-unienne]. Il a été soutenu à l'époque par Alfredo Goli Stroessner, le petit-fils du dictateur et leader de la faction du parti Colorado « Paz y Progreso ».

Ces batailles internes peu raffinées se sont réactivées quelques mois avant la chute de Lugo, qui, semble-t-il, a contribué à les exacerber. Après le massacre de Curuguaty, le président a remplacé le ministre de l'Intérieur, le socialiste Carlos Filizzola, par un personnage inattendu : l'ex-procureur et militant du parti Colorado d'origine stroessnérienne, Rubén Candia Amarilla. Le résultat a été immédiat : les libéraux ont été indignés et la gauche déconcertée. Pour le parti Colorado ce fut un coup dur.

Lugo a accusé Horacio Cartes d'être derrière le coup. Ce dernier est un grand et puissant éleveur et cultivateur de tabac qui s'est lancé dans la politique il y a à peine deux ans parce que, selon une page du site de son groupe, il était « inquiet du cours politique du pays sous le gouvernement gauchiste-libéral philo-chaviste ». Il a cependant des possibilités de devenir président du Paraguay en 2013 [7]. Horacio Cartes a réussi à acheter des appuis et à construire un large réseau politique grâce à sa fortune, laquelle, selon des informations diffusées par WikiLeaks, a été soumise à enquête par les Etats-Unis. C'est ainsi qu'on a appris que ses entreprises avaient été infiltrées par la DEA [Drug Enforcement Administration] pour soupçon de blanchiment d'argent [8]. Mais cela ne l'a pas découragé de vouloir occuper le fauteuil exécutif. C'est dans ce but qu'il a décidé que c'était le moment de renverser Lugo.

H. Cartes a vu sa candidature menacée par un accord supposé entre Lugo et la présidente du parti Colorado, Lilian Samaniego, autrefois « cartiste », devenue adversaire. Selon cette faction, Lugo aurait ourdi une alliance avec Samaniego pour l'appuyer depuis le gouvernement en vue des élections présidentielles de l'année prochaine. « On spéculait que Lugo pourrait soutenir Samaniego avec un de ses propres partisans comme candidat à la vice-présidence pour 2013 », explique Ruiz Olazar.

Dans un entretien avec le quotidien Clarin, H. Cartes - avec une majorité dans le parlement - assure que « Lilian Samaniego est la première à avoir évoqué le jugement politique [destitution]. Mais en réalité ce qu'ils ont fait est de menacer de jugement politique pour obtenir des dividendes. Nous avons été le troisième à faire cette menace, mais nous étions sérieux. » Quelques lignes plus loin, il est encore plus explicite. Lorsqu'on lui pose la question de savoir si Lugo a tenté de capter un secteur du parti Colorado et si c'était ce qui avait provoqué sa chute, le leader de la faction Honor Colorado a répondu : « Le temps le dira, nous avons en tout cas cette forte impression depuis un moment. Diviser, miser sur quelques candidats, les financer. » [9]

En ce qui concerne les libéraux, l'explication de leur calcul semble plus simple. Pendant ces neuf mois [avant les élections] ils pourront utiliser l'Etat pour répartir des prébendes et coopter une clientèle, c'est la raison pour laquelle certains secteurs du parti Colorado estiment que le parti a fait une erreur en « livrant » le pouvoir aux libéraux sans exiger un co-gouvernement [10]. Cartes se défend en accusant les libéraux du coup parlementaire : « Nous étions ceux qui allaient bénéficier le plus s'il [Lugo] restait au gouvernement parce qu'il aurait continué à commettre des erreurs. C'est le parti libéral qui l'a retiré de la présidence. Lugo a gagné avec 700'000 suffrages, mais plus de 500'000 d'entre eux lui ont été fournis par le parti Libéral. Toutefois, il ne l'a pas reconnu. » [11] Mais il n'explique pas pourquoi, alors, les parlementaires du parti Colorado ont marché dans cette initiative. Lachi ajoute à cela une prédiction : « Si la gauche et les libéraux se présentent séparément aux élections, les colorados gagneront au moins 35% des suffrages. » Et au Paraguay il n'y a pas de deuxième tour.

Les libéraux avaient demandé la destitution de Candia Amarilla en mettant Lugo au pied du mur et ont dit qu'ils avaient l'impression d'être les « invités de pierre » dans le co-gouvernement avec l'ex-évêque. Il existe des versions selon lesquelles Lugo aurait approuvé le 20 juin 2012 la proposition du PLRA qui incluait le remaniement total du

cabinet et un accord pour que les libéraux dirigent la liste présidentielle pour 2013. Mais cette offre ne serait pas parvenue au président du parti, Blas Llano (opposant interne de Franco), qui avait déjà pris position. Peu avant de participer à la réunion du parti où a été approuvé le vote en faveur du jugement politique, ce dernier aurait prononcé sa formule lapidaire : « Le délai est arrivé à son terme. » [12]

Ce qui arriverait à son terme serait ce gouvernement qui, Lui, est arrivé en s'appuyant sur des aspirations de changement, mais qui n'a pas voulu ou pu transformer les injustices structurelles de cette nation particulière, considérée comme une sorte de terra incognita même en Amérique latine. « Lassé des escarmouches avec les libéraux et des luttes internes au Frente Guasu, Lugo s'est graduellement isolé, s'enfermant dans un petit cercle », reconnaît le journaliste Rino Giret [13]. Cet isolement explique peut-être sa difficulté à organiser une résistance active dans la rue [il est aussi probable que Lugo n'a qu'un objectif : être élu au Sénat et non pas organiser la résistance - réd.].

Le coup contre Lugo a donc des causes structurelles, des aspirations d'opposants marginalisés depuis 2009 ainsi que des causes conjoncturelles (préélectorales). Ont participé à la conspiration les partis traditionnels dépassés et l'Union de Gremios de la Produccion - UGP (Union des corporations de la production), qui réunit les puissants entrepreneurs de l'agrocommerce. Et elle a abouti au jugement politique avec l'appui des grands médias, comme La Nacion et ABC Color [14], et de l'Eglise catholique. Il reste à savoir ce que diront les Etats-Unis qui, pour le moment, conservent une position prudente face à la destitution du président. En tout cas, d'après La Nacion d'Asuncion, aussi bien Lugo que Franco étaient invités à la célébration du 4 juillet.

Le retour de la Triple Alliance

Entre-temps, le gouvernement et les journalistes attisent l'idée que les réactions du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay reviennent ni plus ni moins qu'à réactiver la séquence d'humiliations contre le Paraguay qui a commencé avec la guerre génocidaire de la « **Triple Alliance** » au XIXe siècle et qui se poursuivrait actuellement avec la suspension du Paraguay du Mercosur. Un chroniqueur en est même arrivé à demander l'appui des Etats-Unis « pour maintenir l'indépendance paraguayenne » [15]. Mais, aujourd'hui, il s'agirait d'une quadruple alliance : le Venezuela apparaît au centre des dénonciations officielles après que le gouvernement eut diffusé une vidéo - éditée et sans audio - dans laquelle on voit des hauts gradés militaires paraguayens entrant dans une réunion avec le ministre des Affaires étrangères vénézuélien Nicolas Maduro, pendant le déroulement du procès. Le fonctionnaire les aurait prétendument « harangués » pour qu'ils ne reconnaissent pas le jugement du Congrès et défendent le chef de l'Etat Lugo. Et finalement le gouvernement de Asuncion a déclaré persona non grata l'ambassadeur bolivarien.

En fin de compte et malgré le fort soutien des gouvernements de la région, Lugo a préféré un retrait pacifique et a découragé ses sympathisants de sortir dans la rue [16]. Certains disent que la tragédie de Curuguaty a enfoncé Fernando Lugo dans une sorte d'immobilisme qui, d'une certaine manière, l'a tenu prisonnier jusqu'au dernier jour. En même temps, Lugo croyait qu'il s'agissait d'un simple orage qui allait passer [17]. Ce qui est certain, c'est qu'il a accepté sa destitution et qu'il a abandonné le pouvoir avec ce qui ressemblait à un soulagement.

Maintenant, le Frente Guasu (guasu : grand en guarani) se jette avec enthousiasme dans l'idée de construire en 2013 un espace progressiste qui survive à la présidence de Lugo qui est tenté de se présenter comme candidat au Sénat. Ainsi, le Paraguay continue fidèle à la description qui en était faite par son principal écrivain, Augusto Roa Bastos, qui, un jour, a affirmé que l'histoire paraguayenne « ressemblerait, si elle n'était pas objectivement réelle, à l'affabulation d'un destin dramatique, d'une tragédie ininterrompue, avec néanmoins des traits de grandeur et de plénitude très élevés et significatifs » [18].

Traduction A l'Encontre

Paraguay : Pourquoi Lugo est-il tombé ?

* Journaliste, ex-directeur de l'édition bolivienne du Monde Diplomatique. Actuellement chef de rédaction de la revue Nueva Sociedad (www.nuso.org). Cet article est paru dans l'édition argentine du Monde Diplomatique de juillet 2012.

[A L'Encontre](#). Genève, le 17 juillet 2012

[1] Rubén Guillemi, « Los tres pilares de Franco », La Nación, Buenos Aires, 26-6-12.

[2] « 'Brasiguayos' se reúnen hoy con Dilma Rousseff en Brasilia », ABC Color, Asunción, 26-6-12. On nomme « brasiguayos » les Brésiliens et à leurs descendants, qui occupent une grande partie des terres les plus fertiles du pays.

[3] Paraguay a été un allié historique de Taiwan et une grande statue du leader anticomuniste chinois Chiang Kai-shek a été levée au milieu de Asunción sur une avenue qui porte son nom (sur ce thème, voir : Rogelio García Lupo, Paraguay de Stroessner, ediciones B, Buenos Aires, 1989). Taipei a déjà reconnu le nouveau gouvernement. « Au Paraguay il n'existe aucun conflit politique, tout suit son cours. Les personnes circulent tranquillement dans les rues, sans paraître préoccupées, et je pense que cela devrait intéresser davantage les gouvernements voisins qui ne reconnaissent pas la légitimité du nouveau Pouvoir exécutif du Paraguay », a déclaré l'ambassadeur de Taiwan à Asuncion, José María Liu.

[4] Última Hora, Asunción, 3-7-12.

[5] Voir Pablo Stefanoni, « ¿Fin de época en Paraguay ? », Le Monde Diplomatique, édition Cono Sur, juillet 2007.

[6] Sa fille, Cecilia Cubas, a été séquestrée et assassinée en 2004. Quatre activistes du groupe Patria Libre ont été inculpés à la suite d'un procès douteux.

[7] Rubén Céspedes, « El lado oscuro de Horacio Cartes », ABC Color, 14-1-11.

[8] Juan Cálcena, Sandra Ramírez y Kike Sosa, « EE.UU. investigó a Cartes por lavado dinero proveniente de drogas, según WikiLeaks », ABC Color, Asunción, 28-10-11.

[9] Daniel Vittar, interview avec Horacio Cartes, « Lugo está siendo juzgado por su moral, por sus mentiras », 27-6-12.

[10] Agencia Nova Paraguay, 3-7-12.

[11] Vittar, ob. cit.

[12] Un autre élément qui a ajouté au mécontentement des partis traditionnels a été la décision de Lugo de mettre son veto à une loi qui augmentait les fonds du Tribunal Supérieur de Justice électorale en y ajoutant 50 millions de dollars pour que les partis payent les salaires de leurs opérateurs politiques, question fondamentale pour les élections de 2013.

[13] « Jaqueado, Lugo ofreció reestructurar su gabinete con Llano, a las 15.003, Última Hora, Asunción, 5-7-12.

[14] La chaîne ABC est la propriété d'Aldo Zuccolillo, membre d'honneur du Comité exécutif de la Société Interaméricaine de Presse.

[15] Enrique Vargas Peña, « No nos resignemos a ser colonia », La Nación, Asunción, 1-7-12.

[16] Carlos Morales, « Fernando Lugo : 'Franco siempre conspiró, siempre hizo oposición' », El Deber, Santa Cruz de la Sierra, 3-7-12.

Paraguay : Pourquoi Lugo est-il tombé ?

[17] Rino Giret, « Lugo creía que la matanza de Curuguay era una tormenta más », Última Hora, Asunción, 1-7-12.

[18] « Paraguay, una isla rodeada de tierra », Le Courrier de l'UNESCO, 1977.